



A bas le plan Trump de liquidation des droits nationaux du peuple palestinien !

La responsabilité des organisations du mouvement ouvrier : mettre en œuvre le boycott effectif d'Israël !

Le plan Trump : marche au "grand Israël" et écrasement du peuple palestinien et de ses droits nationaux...

Trump vient d'annoncer son "plan" pour la Palestine : il satisfait l'ensemble des exigences sionistes et entend enterrer définitivement toutes les aspirations du peuple palestinien :

- les colonies israéliennes en Cisjordanie seront officiellement annexées par Israël ;
- la vallée du Jourdain le sera également. Dès lors, l'"Etat" palestinien sera entièrement cerné par Israël, sans frontière avec la Jordanie ;
- Jérusalem "*une et indivisible*" sera la capitale d'Israël. Ce qui implique que soit accéléré le processus visant à chasser par tous les moyens les Palestiniens de Jérusalem, notamment de sa partie Est ;
- "Transfert" de milliers d'"Arabes israéliens" vers les restes de la Cisjordanie – ce qui, dans la continuité de la loi de 2018 proclamant Israël comme "Etat juif", illustre une fois de plus la nature raciste et coloniale de cet Etat.

Avec un absolu cynisme, Trump évoque la possibilité d'un Etat palestinien. On peut juger de la réalité de cet "Etat" :

- Il devra être démilitarisé ;
- Par contre l'armée israélienne conservera le droit d'intervenir dans n'importe quel lieu de cet "Etat" pour assurer sa "sécurité" ;
- Cet "Etat" a moins que jamais de continuité territoriale, le plan Trump prévoyant un réseau de tunnels routiers pour en relier les différentes parties à savoir : la bande de Gaza, des lambeaux de la Cisjordanie (les parties les plus arides) ;
- Il serait privé de tout accès portuaire ou aéroportuaire.

...sans s'embarrasser de précautions juridiques ou diplomatiques

Il faut le remarquer, pour imposer son plan, Trump ne s'est pas embarrassé de précautions diplomatiques. Le plan n'a pas été discuté. Trump indique ainsi à qui veut l'entendre : c'est moi, c'est-à-dire l'impérialisme US, qui décide. C'est la loi du plus fort, celle de l'armée sioniste équipée de pied en cap par les États-Unis (il faut rappeler à cet égard que c'est sous Obama que le record d'assistance militaire à Israël a été pulvérisé). Trump ne s'est embarrassé ni du prétendu "droit international" ni de l'ONU, dont il faut préciser qu'aucune des résolutions, dès lors qu'elles gênaient si peu que ce soit l'expansionnisme sioniste, n'ont reçu le moindre début d'application. Trump sait pouvoir compter sur la soumission totale des autres puissances impérialistes.

Il a même été précédé par son caniche Macron qui, quelques semaines plus tôt à Jérusalem, pourfendait comme "antisémites" ceux qui remettaient en cause l'existence de l'Etat (colonial) d'Israël. "*La France salue les efforts du président Trump et étudiera avec attention le plan de paix qu'il a présenté*" : telle fut la première déclaration de Macron.

A peine son plan annoncé, Trump a bénéficié évidemment du soutien enthousiaste de Netanyahu et de son "rival" officiel pour le poste de premier ministre en Israël, Gantz. A l'échelle internationale, l'un des premiers à saluer ses "efforts", outre Macron, a été la Grande-Bretagne. Ces "efforts" ont aussi été salués par les gouvernements d'Arabie saoudite, des Emirats, d'Egypte, etc., ce qui en dit long sur la prétendue solidarité des gouvernements arabes avec le peuple palestinien.

Le plan Trump n'est que l'aboutissement des accords d'Oslo-Washington

L'Autorité palestinienne d'Abbas ne pouvait pas, sauf à se faire hara-kiri, soutenir un tel plan. Car il signifie la ruine de sa prétention à diriger fût-ce un Etat palestinien croupion. Mais sa "riposte" se situe sur le terrain diplomatique, dans le cadre de l'ONU, c'est-à-dire dans le cadre des accords d'Oslo-Washington. C'est ainsi que l'Autorité palestinienne n'a toujours pas rompu la coopération sécuritaire avec l'Etat d'Israël qui fait de la police palestinienne le supplétif de l'armée sioniste contre toute tentative de rébellion contre l'ordre colonial, en application de ces mêmes accords.

Or le plan Trump se situe dans la stricte continuité des accords d'Oslo-Washington. Par ces accords, l'OLP reconnaissait la souveraineté d'Israël dans les frontières de 1967, soit 79% de la Palestine historique. La "reconnaissance" de l'OLP par Israël ne l'engageait strictement à rien. L'"autonomie" concédée aux Palestiniens en Cisjordanie et sur la bande de Gaza l'était sur un territoire sans continuité territoriale. De plus, la Cisjordanie était elle-même subdivisée en trois zones, la zone C (60% de la Cisjordanie) étant sous le contrôle total... de l'armée israélienne.

Dans *Orient XXI* du 24 janvier 2020, K. Tafakji, géographe, conseiller d'Arafat, raconte son entretien avec ce dernier en 1995. Il avait indiqué à celui-ci, en lui montrant les cartes de la Cisjordanie : « *Je ne sais pas si quelqu'un vous a promis que vous auriez un État, mais je parle à partir des cartes et, si l'on regarde les cartes, il n'y a pas d'État palestinien... Vous n'avez rien.* »

Arafat avait alors violemment rejeté ces conclusions. La suite a montré ce qu'il en était.

Pour le peuple palestinien, pour sa jeunesse une situation effroyable

Le peuple palestinien, la jeunesse de ce pays vit une situation tragique, sous la botte de l'occupant qui l'humilie et assassine quotidiennement. Il est - particulièrement à Gaza - dans un dénuement absolu. Il est trahi par ses propres dirigeants, appuyés sur une bureaucratie qui vit des subsides internationales qui lui sont versées en récompense de ses bons et loyaux services dans sa collaboration avec l'occupant. Dans la bande de Gaza, la situation est pire, avec les massacres périodiques et la gouvernance du Hamas faisant alterner avec Israël accords pourris et opérations militaires dérisoires. Le peuple palestinien est condamné à des actes de résistances désespérés comme ces "marches du retour", où par milliers les Palestiniens s'exposent aux rafales des snippers israéliens qui leur tirent dessus comme dans un stand de fête foraine.

Malgré ces conditions atroces, il tente encore et encore de résister. Mais il est clair qu'aucune issue ne peut exister pour lui de manière isolée. Le sort du peuple palestinien est profondément dépendant de la lutte des classes à l'échelle du Moyen-Orient et à l'échelle mondiale. La crainte qu'avait éprouvée le régime sioniste lors des développements révolutionnaires en Egypte en 2011, où avait été ouvertement remis en cause par les travailleurs et la jeunesse l'accord de coopération entre l'Egypte et Israël, est là pour nous le rappeler.

Pour un véritable boycott d'Israël par le mouvement ouvrier international

Dans l'opinion ouvrière internationale, la haine de l'oppression sioniste, une des plus barbares oppressions coloniales du temps présent, est universellement partagée. Les inlassables campagnes tentant d'assimiler cette haine à de l'"antisémitisme" sont rejetées avec mépris.

Mais la question est : qu'est-ce aujourd'hui que le soutien réel au peuple palestinien ? Dans les sommets des appareils du mouvement ouvrier, certains soutiennent ouvertement l'entreprise sioniste, tels les dirigeants de Force ouvrière en lien étroit avec le "syndicat" sioniste Histadrout. D'autres se contentent de déclarations platoniques, regrettant les "excès" d'Israël. On se prononce pour une "solution" garantissant également les "droits" d'Israël et des Palestiniens (mettant hypocritement sur le même plan l'opresseur et l'opprimé), en appelant aux gouvernements et à l'ONU pour faire prévaloir une telle "solution". En France par exemple, les représentants de la CGT, de la FSU, de l'UNEF, du PCF sous le masque de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité) écrivent tous les huit jours une lettre à Macron lui demandant d'intercéder (auprès de qui ?) pour une "solution" à deux Etats dans l'esprit des accords d'Oslo-Washington (voir plus haut). Ce à quoi Macron répond régulièrement en réaffirmant son soutien à Israël et en annonçant des mesures répressives contre tous ceux qui défendent la cause palestinienne taxés d'"antisémites" (résolution Maillard adoptée à l'Assemblée nationale).

Il est clair que cette orientation défendue par les appareils dirigeants du mouvement ouvrier non seulement ne constitue en aucun cas un soutien au peuple palestinien, mais encore participe, à sa manière, à son isolement.

Ce que demande très explicitement d'ailleurs le peuple et la jeunesse palestinienne, c'est que soit organisé le boycott d'Israël. C'est aussi ce que réclamaient les manifestants qui, par milliers, ont manifesté à Rabat contre le plan Trump. Mais qu'est-ce que le boycott effectif d'Israël et qui peut l'organiser ? Le véritable boycott d'Israël signifie :

- pas un bateau, pas un avion, pas une arme pour Israël !

- aucune coopération de quelque nature que ce soit avec l'Etat sioniste (culturelle, universitaire, etc.)

Qui a les moyens d'organiser un tel boycott sinon les organisations ouvrières ? A l'argument selon lequel l'organisation d'un tel boycott est difficile, il faut répondre : c'est la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier de mener campagne pour dénoncer les crimes d'Israël et préparer ainsi les travailleurs des ports, des transports, des manufactures d'armes, etc., à l'organisation d'un tel boycott. Même s'il fut limité et temporaire, le boycott de l'envoi d'armes au Yémen par un certain nombre de syndicats des dockers en France, il y a quelques mois, a montré qu'il n'y avait rien là d'impossible, que tout était affaire de volonté politique. C'est dans ce sens qu'il faut œuvrer.

Pour la souveraineté du peuple palestinien sur l'ensemble de la Palestine historique

Une chose a été démontrée à travers les derniers événements, compris le plan Trump : la "solution à deux Etats" a été pour le peuple palestinien une terrible tromperie et trahison. C'est ce dont aujourd'hui a d'ailleurs largement conscience en particulier la jeunesse palestinienne.

La création de l'Etat d'Israël s'est faite par la terreur, les expulsions, les déportations massives. Quels que soient les triomphes provisoires du sionisme, il n'en représente pas moins, y compris pour la population juive, une impasse historique totale. Il n'y a pas historiquement d'autre issue que la constitution sur tout le territoire de la Palestine historique d'un seul Etat palestinien, Etat laïque, en précisant que le droit au retour des populations palestiniennes chassées de leur terre et de leur village, condamnés depuis trois quarts de siècle à vivre dans des camps, devra être entièrement garanti.

Mais pour faire prévaloir une telle issue, la classe ouvrière et la jeunesse palestiniennes devront s'émanciper des directions politiques qui les trahissent depuis des décennies. Dans les conditions politiques particulièrement difficiles qui sont les siennes, elles devront construire un véritable Parti ouvrier révolutionnaire, inscrivant le combat pour les droits nationaux et démocratiques du peuple palestinien dans la perspective historique des Etats unis socialistes du Proche et Moyen-Orient.